

## Un budget décevant avec un recul important en logement social La lutte à l'itinérance absente du budget Leita

**Le Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ) dénonce un recul important en matière de logement social et déplore l'absence de nouveaux investissements en matière de lutte à l'itinérance dans le budget présenté ce jour par le Ministre Leita. Alors que l'itinérance est en croissance dans plusieurs régions du Québec, les mesures nécessaires afin de soutenir les personnes en situation ou à risque d'itinérance mais aussi les organismes communautaires leur venant en aide ne figurent pas à l'agenda. Le gouvernement manque pour le moment son rendez-vous pour faire véritablement vivre la Politique nationale de lutte à l'itinérance.**

### **Un recul majeur sur le plan du logement social**

Le RSIQ dénonce le choix du gouvernement du Québec de procéder à une coupure extrêmement importante dans le développement de nouveaux logements sociaux au Québec, avec la construction de seulement 1500 unités prévue dans le cadre du programme AccèsLogis, contre 3000 l'an passé dont 500 pour les personnes en situation ou à risque d'itinérance. Le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 fixe à "au moins 10%" le nombre d'unités devant leur être réservées. On parle donc ici seulement de 150 logements sociaux pour les personnes itinérantes.

Le gouvernement du Québec privilégie clairement le secteur privé dans l'aide au logement, en prévoyant 123 millions de dollars sur les 284 millions investis dans le secteur de l'habitation pour des suppléments au loyer pour les ménages à faible revenu. Un investissement qui ne permet pas de jouer sur l'offre de logements au Québec alors que les besoins sont considérables dans différentes régions.

Pour le RSIQ, le logement social est essentiel dans la prévention et la sortie de l'itinérance. Ce choix du gouvernement du Québec est fort inquiétant et représente un recul potentiel grave dans l'offre de logements aux personnes en situation et à risque d'itinérance.

### **L'absence de mesures nécessaires en matière de soutien aux personnes et aux organismes**

Dans son Plan d'action, le gouvernement s'est notamment donné comme objectifs de "faciliter l'accès aux gens de la rue à un meilleur revenu". Or si le gouvernement prévoit une aide financière supplémentaire de 250 dollars par mois pour les nouveaux demandeurs d'aide sociale intégrant le Programme Objectif Emploi, aucune bonification du chèque d'aide sociale n'est à l'ordre du jour pour les personnes déjà sur l'aide sociale.

Rien n'est par ailleurs prévu concernant le rehaussement pourtant indispensable du financement à la mission des organismes communautaires, qui doivent faire face à des demandes d'aide en hausse avec des situations de plus en plus complexes à accompagner.

"Avec son plan d'action interministériel en itinérance, le gouvernement du Québec avait lancé voilà quelques mois un signal positif dans la lutte à l'itinérance, signal qui demandait à être concrétisé à travers des investissements supplémentaires. Force est de constater que cet engagement ne s'incarne pas dans le budget présenté ce jour et qu'au contraire un recul fort préoccupant est visible en matière de logement social" déplore Anne Bonnefont, co-coordonnatrice du RSIQ.

### **Contact presse :**

Anne Bonnefont, Co-coordonnatrice du RSIQ: 514-662-4733 / [anne.bonnefont@rsiq.org](mailto:anne.bonnefont@rsiq.org)

Anne-Marie Boucher, Co-coordonnatrice du RSIQ: 514-659-4733 / [anne-marie.boucher@rsiq.org](mailto:anne-marie.boucher@rsiq.org)